

**DECISION DU PRESIDENT N° 283-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : AVENANT A L'ACCORD CADRE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE VERS LA PISCINE OASIS (ESSARTS EN BOCAGE), CENTRE AQUATIQUE AQUA°BULLES (SAINT-FULGENT) ET LE COMPLEXE SPORTIF HIS&O (CHAVAGNES-EN-PAILLERS)

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9°,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu la décision n°173-23 du 10 juillet 2023, attribuant l'accord cadre pour le transport scolaire de la piscine Oasis (essarts en Bocage), centre aquatique Aqua°bulles (Saint-Fulgent) et du complexe sportif HIS&O (Chavagnes-en-Paillers), à l'entreprise SOVETOIRS pour un montant maximum de 55 000€ HT, Considérant que des trajets pour 3 écoles doivent être ajoutés sans augmentation du montant maximum attribué, l'entreprise nous propose un nouveau bordereau de prix unitaire (BPU),

DECIDE

Article 1 : d'accepter l'avenant pour le marché relatif aux transports scolaires vers les piscines et le complexe sportif, de l'entreprise SOVETOIRS, et d'acter le nouveau BPU.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux intéressés



Fait à Saint Fulgent, le 13 novembre 2023

Le Président
Jacky DALLEY